



Déchets

Information sur les déchets

Le programme d'information sur les déchets vise d'une part à développer l'observation de l'avancement de la politique déchets aux niveaux local et national, et d'autre part à mettre à la disposition de nos partenaires (collectivités, entreprises et associations) les informations utiles à leurs activités. L'année 2000 a été marquée par l'accroissement de l'activité d'observatoire dans les délégations régionales, qui s'est traduit par une augmentation de la collecte des données et une accélération de la mise à disposition vers l'extérieur. Pour sa part, l'observatoire des coûts a pu démultiplier son action grâce notamment à l'implication des délégations régionales : actualisation du volet "déchets organiques" de l'étude ADEME/AMF, définition d'un cadre analytique des coûts... et répondre ainsi à l'augmentation des demandes des collectivités. Il faut enfin noter que 2000 a vu la réalisation de la 10^{ème} enquête ITOMA sur les installations de traitement de déchets ménagers et

assimilés et a été l'occasion pour l'ADEME de publier les principaux chiffres permettant de suivre l'évolution des politiques déchets depuis vingt-cinq ans.

➤ DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ RÉGIONALE

> PREMIÈRE ANNÉE DE PLEIN RÉGIME POUR LES OBSERVATOIRES

2000 est la première année de plein fonctionnement de l'activité régionale en matière d'observatoire : trente-deux personnes, dont dix-sept recrutées en 1998 et 1999, sont attachées en totalité ou en partie à cette fonction. Cela permet de constituer un réseau riche en expériences et d'accélérer la mise à disposition d'informations aux partenaires régionaux de l'ADEME.

L'activité principale a été constituée par la collecte de données dans dix-neuf Régions ; données concernant le traitement des dé-

chets ménagers, le fonctionnement des déchetteries, le recensement et le bilan des opérations de collecte sélective... L'amélioration de la connaissance statistique s'est traduite par une valorisation accrue de l'information vers l'extérieur : instances départementales et régionales, acteurs de la gestion des déchets, grand public.

Il faut noter cependant, l'amorce d'une externalisation de la collecte, la délégation régionale jouant un rôle d'animation du réseau des différents intervenants et assurant l'exploitation et la restitution des données. Cette évolution permet de dégager du temps pour d'autres demandes tout en gardant la maîtrise des opérations.

La restitution sous forme de journée de présentation des résultats accompagnée d'un débat technique sur le sujet traité est une formule qui se développe.

La mise à disposition de l'information par Internet a démarré très activement : fin 2000, deux sites régionaux étaient ouverts, quatre étaient prêts à être ouverts et quatorze en préparation. Les principales

données chiffrées mises à disposition concernent les enquêtes déchets, mais les sites offrent également des informations pratiques, comme les adresses des déchetteries par exemple.



> DÉVELOPPEMENT DES SUPPORTS INFORMATIQUES

Le Système d'information sur les déchets en région (SIDR) a été complété par deux nouveaux modules concernant la collecte sélective et la réhabilitation des décharges. L'outil est désormais complet. Les prochaines évolutions porteront principalement sur la valorisation et la diffusion des données.

Parallèlement, une réflexion a été engagée fin 2000 pour transférer ce système sur le réseau intranet de l'ADEME, mais aussi pour permettre à nos partenaires d'accéder en consultation à la mise à jour des informations via Internet.

> COLLABORATION AVEC LES OBSERVATOIRES RÉGIONAUX ET DÉPARTEMENTAUX

L'ADEME, par ses délégations régionales, collabore avec les observatoires locaux dont elle est souvent partie prenante.

➤ AMÉLIORATION DE LA CONNAISSANCE

> LES TRAVAUX DE L'OBSERVATOIRE DES COÛTS

L'observatoire des coûts développé à l'ADEME est engagé dans de nombreux travaux en démultipliant son action en Régions grâce à des opérations pilotées par les délégations régionales. Ceci permet également de coller au plus près des demandes des collectivités et de satisfaire des sollicitations de plus en plus nom-

breuses tout en assurant une coordination de l'ensemble.

Parmi les travaux engagés en 2000 :

- la consolidation et l'actualisation du volet "gestion des déchets organiques" de l'étude ADEME-AMF 1998 sur les coûts de gestion des déchets municipaux, à partir de l'analyse de six opérations de collecte sélective en porte-à-porte et de compostage des déchets organiques ménagers ;
- le lancement de travaux d'exploitation du cadre et des données comptables des collectivités pour l'expression et le suivi des coûts techniques du service déchets. Ce projet, mené en relation étroite avec les délégations régionales Poitou-Charentes et Aquitaine, prévoit d'associer des collectivités ainsi qu'un organisme de recherche (IAE de Poitiers - travaux de thèse) ;
- la finalisation de l'enquête nationale sur la redevance spéciale et l'édition d'un document regroupant la liste des quatre-vingt-quatre collectivités identifiées et enquêtées, une synthèse de leurs témoignages, ainsi que la présentation détaillée de quatorze cas de mise en œuvre ;
- l'élaboration d'un canevas de guide de mises en œuvre du rapport annuel afin de sensibiliser les élus à cette nouvelle obligation (diffusion juin 2001) ;
- la création d'une base de données, accessible par Internet, de l'ensemble des contrats publics qui ont fait l'objet d'un appel d'offres et d'attributions de marchés publics dans le domaine des déchets municipaux (mise en ligne en 2001).

> RÉALISATION D'ENQUÊTES

L'inventaire des installations de traitement de déchets ménagers et assimilés ITOMA 2000 a été réalisé durant le premier semestre (taux de réponse 97 %). Cette enquête était la 10^{ème} sur le sujet depuis 1978. À cette occasion, l'ADEME a publié les principaux chiffres de ces vingt-cinq années, permettant ainsi de donner les évolutions de la politique déchets.

L'année a été également consacrée à la réalisation de l'enquête statistique sur la production de déchets dangereux et non dangereux des entreprises auprès de 6 000 établissements d'entreprises de dix salariés et plus. Les résultats sur les déchets non dangereux pourront être comparés à ceux de l'enquête de 1996. Parallèlement, un travail d'étude a été effectué sur les activités de transport (ports, aéroports et rail) ainsi que de tourisme.

Enfin, l'ADEME a enquêté directement auprès des exploitants de centres collectifs de traitement et de valorisation matière de déchets dangereux.

